

# PLU

- Plan Local d'Urbanisme -

COMMUNE DE

HATTMATT

## NOTE DE PRESENTATION ET TEXTES REGISSANT L'ENQUETE PUBLIQUE

Selon l'article R123-8 du Code de l'Environnement

Elaboration le 06/11/2009

### MODIFICATION N°1

ENQUETE PUBLIQUE  
DU 14 MAI AU 12 JUIN 2018

Vu pour être annexé à l'arrêté du 13 avril 2018,



A Hattmatt,  
le 24 avril 2018

Le maire,  
Alain SUTTER



**atip**

AGENCE TERRITORIAL D'INGENIERIE PUBLIQUE  
TERRITOIRE OUEST

1 rte de Maennolsheim

67700 SAVERNE



# PLU

- Plan Local d'Urbanisme -

COMMUNE DE

HATTMATT

## NOTE DE PRESENTATION ET TEXTES REGISSANT L'ENQUETE PUBLIQUE

Selon l'article R123-8 du Code de l'Environnement

Elaboration le 06/11/2009

### MODIFICATION N°1

DOSSIER NOTIFIE AVANT ENQUETE  
PUBLIQUE



A Hattmatt,  
le 07/02/2018

Le maire,  
Alain SUTTER



**atip**

AGENCE TERRITORIAL D'INGENIERIE PUBLIQUE  
TERRITOIRE OUEST 1 rte de Maennolsheim 67700 SAVERNE



## NOTE DE PRESENTATION

(Prévue à l'article R123-8 du code de l'environnement)

### COORDONNEES DU MAITRE D'OUVRAGE :

COMMUNE de HATTMATT  
1 rue de Dossenheim – 67330 HATTMATT  
03.88.70.00.34  
[mairie.hattmatt@wanadoo.fr](mailto:mairie.hattmatt@wanadoo.fr)

### OBJET DE L'ENQUETE :

#### **Modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Hattmatt**

*Le Plan Local d'Urbanisme de Hattmatt:*

La commune de Hattmatt est actuellement dotée d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé par délibération du Conseil Municipal du 6 novembre 2009.

Au fur et à mesure de l'exploitation de ce document, un certain nombre de questionnements a émergé. Une première procédure de modification apparaît aujourd'hui nécessaire pour :

- ouvrir à l'urbanisation une partie de la zone 2AU, située à l'extrémité Ouest du village, dans le prolongement du lotissement communal actuel,
- rendre constructible une partie de la zone agricole inconstructible pour y permettre le développement de l'exploitation agricole,
- mais également pour revoir certaines dispositions du règlement.

Une procédure de modification a donc été engagée pour modifier le règlement, le zonage et pour créer une seconde orientation d'aménagement et de programmation.

#### *Déroulement de la procédure*

Le projet de modification est notifié, avant l'ouverture de l'enquête publique aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 (Etat, Région, Département, Chambres Consulaires...) et L.132-9 (SCoT) du Code de l'Urbanisme.

A l'issue de l'enquête, le projet de modification sera approuvé par le Conseil Municipal.

Il n'a pas été nécessaire, dans le cadre de la présente procédure, d'organiser la concertation définie à l'article L 121-16 du Code de l'Environnement.

### CARACTERISTIQUES LES PLUS IMPORTANTES DU PROJET :

Le projet de modification du PLU porte sur plusieurs points qui seront détaillés dans la notice explicative. Il s'agit de :

- **ouvrir partiellement à l'urbanisation la zone 2AU située à l'extrémité Ouest de la commune.** Cette ouverture à l'urbanisation s'opère par reclassement d'une partie de la zone 2AU en zone IAU et en zone Nj, dont la Commune a la maîtrise foncière. L'objectif est de créer environ 17 logements (logements individuels, intermédiaire, petit collectif ou bi-famille). Cette création de logements permettra de répondre à la demande en logements

sur la commune et de diversifier l'offre présente. Il s'agit également d'éviter à terme la fermeture de classes sur la commune.

- **étendre le secteur Ac sur le secteur Ai par la création de deux sous-secteurs Ac1 et Ac2** de manière à permettre à l'exploitant agricole de développer son activité d'élevage de poulets « bio » ;
- **mettre à jour le règlement du PLU avec les évolutions du Code de l'Urbanisme (remplacement SHON/SHOB, suppression de la mention relative à la participation pour non réalisation d'aire de stationnement, actualisation de l'article relatif aux espaces boisés classés) ;**
- **prendre en compte le stationnement des deux roues ;**
- **clarifier la teinte attendue au niveau de la couverture sur l'ensemble de la commune ;**
- **clarifier la règle relative à l'emprise au sol en zone UA ;**
- **supprimer l'emplacement réservé n°10.**

## **PRINCIPALES RAISONS POUR LESQUELLES, NOTAMMENT DU POINT DE VUE DE L'ENVIRONNEMENT, LE PROJET SOUMIS A ENQUETE A ETE RETENU :**

Le projet vise à modifier certaines dispositions du PLU pour permettre la réalisation d'un nouveau projet. La commune ne dispose plus de terrains disponibles et veut maintenir un rythme de développement modéré afin de conserver ses équipements et en particulier son école. La commune souhaite également que l'exploitation agricole présente sur son territoire puisse développer son activité d'élevage de poulet « bio ». Il s'agit d'adapter le document d'urbanisme et non de remettre en cause ses options fondamentales.

Le projet vise également à modifier certaines dispositions du PLU qui :

- ne sont plus à jour par rapport aux évolutions législatives,
- se sont avérées difficiles à appréhender dans le cadre de l'instruction des permis de construire.

Il s'agit donc d'adapter le document d'urbanisme et non de remettre en cause ses options fondamentales.

L'adaptation d'un PLU aux besoins nouveaux qui apparaissent dans la vie d'une collectivité est rendue possible par le Code de l'Urbanisme. Les procédures principalement utilisées sont la modification ou la révision.

Les changements envisagés aujourd'hui permettent l'utilisation de la procédure de modification plus simple et plus rapide que la révision. Ces changements sont en effet mineurs et ne remettent pas en cause les grandes options du PLU inscrites dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables.

Les changements envisagés ne réduisent pas non plus un espace boisé classé ou une zone agricole ou naturelle ou une protection édictée en raison des nuisances, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels.

Les modifications envisagées ne portent pas atteinte à l'environnement. Le point ayant le plus d'impact sur l'environnement est l'ouverture partielle de la zone 2AU Ouest (inconstructible) en zone constructible IAU (constructible). L'urbanisation de la zone 2AU entraînera l'urbanisation des sols et la transformation du milieu naturel en milieu urbanisé. Cependant, l'option d'urbaniser ce secteur à plus ou moins long terme a été prise lors de l'élaboration du PLU. Il s'agit d'une opportunité pour achever la frange Ouest de la Commune et permettre une transition douce entre les espaces urbanisés et agricoles en lisière de village.

Une analyse de l'impact de cette urbanisation sur les espèces recensées au niveau du Plan National d'Actions, à savoir pie grièche à tête rousse, pie grièche à tête grise et milan royal

figure dans la notice explicative du présent dossier. Toutefois, il est déjà signalé que la Commune a un souci d'adaptation du calendrier aux sensibilités environnementales du site. Les espaces de chasse ne représentent qu'une très faible proportion par rapport à la représentativité de ces espaces au sein de la commune. Ainsi, les grands équilibres ne sont pas fondamentalement modifiés.

## MENTION DES TEXTES REGISSANT L'ENQUETE PUBLIQUE

(Prévue à l'article R123-8 du Code de l'Environnement)

### TEXTES QUI REGISSENT L'ENQUETE PUBLIQUE

La modification du PLU est soumise à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'Environnement.

A ce titre, les textes qui régissent l'enquête publique sont :

Code de l'environnement	Articles	Issu ou modifié par la loi
Champ d'application et objet de l'enquête publique	Articles L.123-1 à L.123-2	LOI n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement. ORDONNANCE n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes. LOI n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages.
Procédure déroulement et de l'enquête publique	Articles L.123-3 à L.123-19	LOI n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ORDONNANCE n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes
Champ d'application de l'enquête publique	Article R.123-1	DECRET n° 2011-2018 du 29 décembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement DECRET n° 2015-159 du 11 février 2015 portant diverses dispositions relatives à la défense nationale
Procédure déroulement et de l'enquête publique	Articles R.123-2 à R.123-27	DECRET n° 2011-2018 du 29 décembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement DECRET n°2012-616 du 2 mai 2012 - art. 5 DECRET n°2016-1110 du 11 août 2016 - art.1

### INSERTION DE L'ENQUETE DANS LA PROCEDURE ADMINISTRATIVE EN COURS

Les Plans Locaux d'Urbanisme sont régis par le Code de l'Urbanisme (CU) aux articles L.153-1 et suivants et R153-1 et suivants.

La présente enquête publique est organisée pour la mise en œuvre des articles L.153-36 à L.153-44 du Code de l'Urbanisme qui prévoient que le Plan Local d'Urbanisme peut être



modifié à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire qui établit le projet de modification.

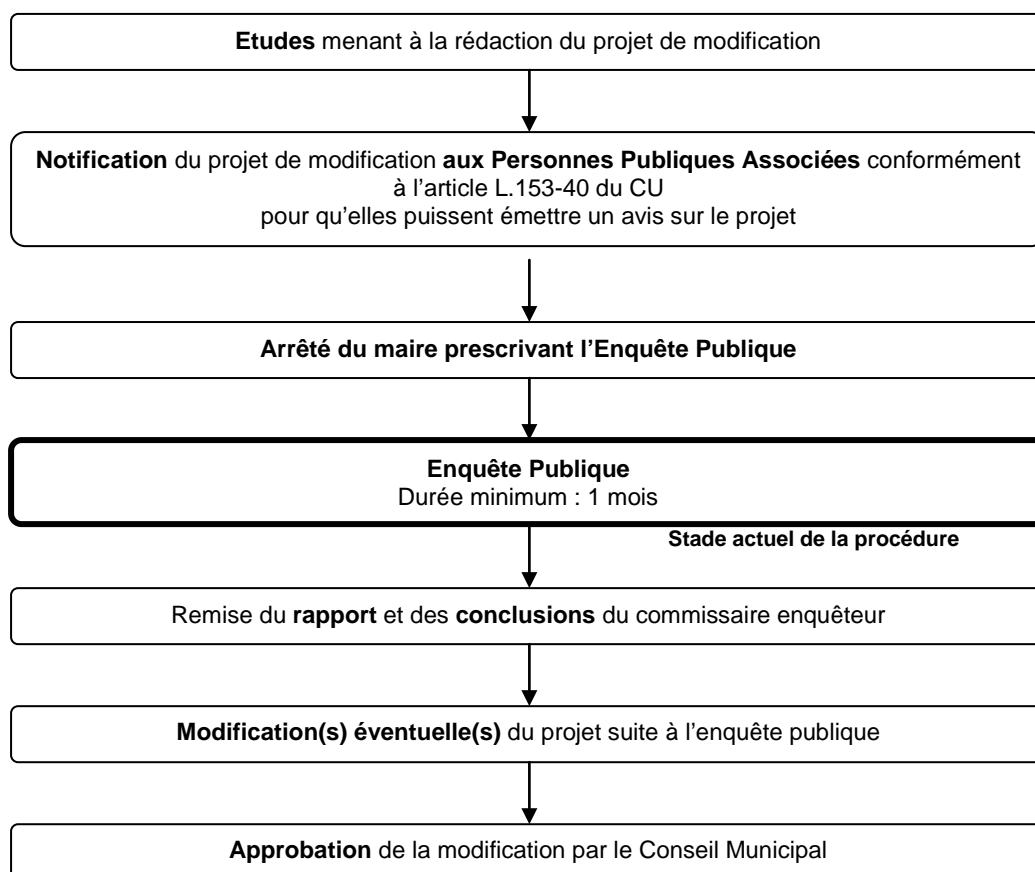
La procédure de modification est engagée pour modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions. (Article L.153-36 CU).

Le projet de modification est soumis à enquête publique, réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement (article L.153-41 CU).

L'enquête publique intervient avant l'approbation de la modification et permet au public de consulter l'ensemble des pièces. Ainsi, chacun peut faire part de son avis sur le projet et prendre connaissance des changements envisagés.

La durée de l'enquête doit être au moins égale à un mois et peut se prolonger dans certains cas spécifiques.

### Logigramme de la procédure administrative en cours



### DECISIONS POUVANT ETRE ADOPTEES AU TERME DE L'ENQUETE

Au terme de l'enquête publique, le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête transmet son rapport au maître d'ouvrage dans un délai d'un mois. Ce rapport contient les doléances recueillies lors de l'enquête publique ainsi que les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête.

Il est assorti d'un avis favorable ou non, avec ou sans réserve(s). L'avis a pour but d'éclairer l'autorité compétente pour prendre la décision. Si les suggestions et recommandations

formulées dans le rapport ne doivent pas être obligatoirement retenues par le maître d'ouvrage, un avis défavorable n'est pas sans conséquences.

En effet, dans ce cas, le juge peut suspendre la décision prise après des conclusions défavorables, si elle comporte un moyen propre à créer un doute sérieux quant à la légalité de celle-ci.

Aux vues des conclusions du commissaire enquêteur, la personne responsable du projet, peut modifier le projet. Dans ce cas, si ces changements modifient l'économie générale du projet, le maître d'ouvrage demande à l'autorité organisatrice d'ouvrir une enquête complémentaire portant sur les avantages et inconvénients de ces modifications pour le projet et pour l'environnement.

En cas d'avis favorable motivé, le projet ou modification peut être approuvé par le Conseil Municipal ou l'organe délibérant de l'EPCI.

## **AUTORITES COMPETENTES POUR PRENDRE LA DECISION D'APPROBATION**

A l'issue de l'enquête publique, ce projet, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, est approuvé par délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou du Conseil Municipal. (Article L.153-43 CU)